



Le bihebdomadaire l'Anecdote, de l'homme d'affaires Jean Pierre Amougou Belinga, patron de Vision4, a produit un article au vitriol, contre les activistes camerounais de la diaspora, qui ont cru devoir saisir le bureau du procureur de la Cour pénale internationale à l'effet d'ouvrir une enquête sur des supposés « crimes contre l'humanité » et « crimes de guerre » que le Président Paul Biya aurait commis.

Voici l'article intégral du journal l'Anecdote

La sortie récente du bureau du procureur de la Cour pénale internationale sur l'irrecevabilité de présumées allégations de crimes de guerre portées par un activiste camerounais en mal de notoriété en Europe, cloue le bec à l'imposture et scelle les mirages des diseurs de bonne aventure de la diaspora.

C'est une véritable haie d'humiliation que vient de dresser la Cour pénale internationale (CPI) aux détracteurs du chef de l'Etat qui le présentent en Occident comme le boucher de son peuple. Un certain Leonel Beteck, jusque-là inconnu au bataillon, a déposé une plainte contre Paul Biya le 21 mai 2019, président de la République, à la Haye. La juridiction internationale ne s'est pas embarrassée de courtoisie pour recadrer cet illustre inconnu, bras armé de certaines officines locales.

L'unité des informations et des éléments de preuves du bureau du procureur, pilotée par Mark Dillon, lui a signifié que la Cour ne se substitue pas aux juridictions nationales, car la CPI a été conçue pour être un complément de ces dernières. Aussi se déclare-t-elle incompétente pour connaître des accusations non documentées de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité portées contre le chef de l'Etat camerounais. Comme il y a moins de deux ans, la CPI n'a pas cédé aux émotions, à la digression et aux manœuvres de distorsion de la loi. Prenant à contre-pied ceux qui avaient décidé de danser plus vite que la musique.

Comme dans un film où le scénario est connu de tous à l'avance, le verdict de la CPI est venu contrecarrer les plans des activistes de la BAS qui, dans la foulée, ont préparé d'investir les rues de la capitale de l'union européenne afin de donner de la voix, question de contraindre l'Occident à ouvrir les yeux sur ce qu'ils qualifient à distance de génocide. Paul Biya a gardé son flegme face à la meute jouissive de réactionnaires qui a fait de la contestation son exutoire en cas d'échec. Heureusement, la police belge était au rendez-vous et ne s'est pas laissée intimider par une horde de désœuvrés stipendiés pour les besoins de la cause par des néo-opposants, chantres de l'ethno-fascisme, de la haine et du tribalisme.

Les sirènes du «chassement» s'étant tuées depuis des mois en même temps que le cercle des poètes du hold-up électoral s'est éclipsé sur la pointe des pieds avec des vers d'une supposée victoire volée, les enchanteurs tentent d'hypnotiser l'opinion mondiale avec un air tonitruant qui sonne faux : le génocide en zones anglophones. Un concert dissonant qu'il faudra discipliner, car ces derniers projettent un banquet insurrectionnel où les invités, sélectionnés en masse dans la communauté de misère qui écume les milieux défavorisés, reprendront de manière moutonnaire, les refrains de la guerre. Pour la manœuvre, ils ont choisi un lexique flamboyant de haine et de violence pour mettre le pays à feu et à sang sous le regard de la curieuse communauté internationale dont le silence inquiète et interroge.

Pourtant, celle-ci ne tarit de dénonciations et de condamnations lorsqu'une officine aux ordres pond un rapport à charge contre le pays et ses autorités. Pressions, ingérences et injonctions étrangères dans la gestion de dossiers brûlants, semblent glisser sur Paul Biya comme de l'eau sur le dos du canard. Comme lors de l'avènement des vents d'Est et des émeutes de la faim, le chef de l'Etat fait face aux concepteurs de la démocratie de la violence qui ne reculent devant rien pour légitimer leur forfaiture.

Aussi montent-ils les décibels de la fanfare sécessionniste pour légitimer toute action antirépublicaine, toute revendication fanatique, et tracer une voie à la violence et au tribalisme. Leur niveau d'endurance défie aujourd'hui toutes les théories de la résilience. Surfer sur les conditions de vie rendues âpres du fait d'une conjoncture défavorable et d'une conjonction de misère et des frustrations d'une jeunesse dont les perspectives d'émancipation de la précarité s'en trouvent obstruées, attise le sentiment d'exclusion.

Les rapports à charge des ONG dont l'activisme et le parti pris manifeste de certains responsables ont été démasqués, n'ont pas ébranlé le président de la République relativement à la crise en zones anglophones. Aujourd'hui, l'heure est aux négociations avec les enfants du pays, tourmentés par les miroirs aux alouettes et déroutés par des fortunes utopiques. Les complicités de nombre d'acteurs de la communauté internationale dont le silence peut être

interprété de différentes manières crèvent les yeux.

Nombre de leaders séparatistes sont abrités en Occident et aux Etats-Unis et protégés par les gouvernements de ces pays qui ne lèvent pas le doigt quant aux exactions et atrocités dont ils se rendent coupables sur les populations. Ainsi, le chef de l'Etat, indomptable face aux pressions de toutes sortes, malmené par les ingérences étrangères, chiffonné par les rapports à charge ne vacille pas. Au contraire ! Avec le temps, son meilleur allié, il laisse exploser, à la manière d'un feu d'artifices, l'intelligence, l'expérience, la puissance, la résilience qui guident sa trajectoire à la tête de l'Etat.